L'Abeille de la Nouvelle-Orléans.

BUREAUX : rue de Chartres No 73. NOUVELLE-ORLEANS, VENDREDI MATIN, 15 NOVEMBRE 1878. 52me Année

DUFOUR & LIBERT, Propriétaires-Editeurs.

NOUVELLE-ORLEANS.

VENDREDI, 15 NOVEMBRE 1878.

VENTES A L'ENCAN DE CE JOUR.

Par Fluntie J. Speer, rue des Remparts, entre Conti et Comman—grande vente de meubles de Sheboth, en bois de rose et acajou, armoires à glace, etc., etc.

Par H. Stern & Co., dans leurs salles d'encan, boîtes couliers et bracelets.

L'ABEILLE SUR LE CHEMIN DE FER NEW ORLEANS AND TEXAS. —Nous avons chargé M. J. F. Hall de fournir aux marchands de journaux, entre la Nlle-Orléans et Bayou Sara, c'est-à-dire sur la ligne du chemin de fer New Orleans and Texas, le nombre d'exemplaires de l'*Abeille* quotidienne qu'ils peuvent désirer. C'est donc à lui exclusivement que ces derniers devront s'adresser (Poste de la Nlle-Orléans, Box No 856), et ils y trouveront cet avantage de pouvoir modifier chaque jour leurs commandes de façon à ne prendre que strictement le nombre d'exemplaires qu'il leur faut pour répondre à la demande.

La question des quarantaines.

Nous ne prétendons pas discuter quant à présent le fond même de cette question de la quarantaine si ancienne et si controversée. Elle demande à être, comme nous l'avons dit, examinée à nouveau et de sang-froid, en faisant table rase de toutes les idées préconçues et de toute théorie qui ne trouvera pas sa confirmation dans les données de la récente et trop terrible expérience que nous venons de subir. Notre objet est simplement de présenter quelques observations préliminaires propres à faire ressortir la complexité et les difficultés du problème à résoudre.

La quarantaine est basée sur un droit naturel, celui de la protection de soi-même. Chacun désire se mettre à l'abri de l'infection ou de la contagion d'une maladie dite épidémique, et on ne saurait blâmer ce désir.

Mais dans toute société organisée, ce droit de protection, si naturel qu'il soit, ne saurait être sans inconvénient, pour ne pas dire sans danger, laissé à la discrétion de l'individu. Il faut qu'il soit confié à une autorité considérée comme compétente *et* apte à tenir compte des intérêts et des droits de tous. A ce cas comme à beaucoup d'autres s'applique la maxime "nul n'a le droit de se faire justice à soi-même."

Ici, la question est complexe. L'autorité compétente pour prononcer sur les moyens de protection à employer contre une maladie comme la fièvre jaune, ne peut être que l'autorité scientifique ou médicale. Nous parlerons plus bas des conditions qui peuvent justifier des moyens portant atteinte à la liberté individuelle et à la liberté du commerce.

Mais, une *fois* les moyens présentés et admis par un assentiment à peu près général, il s'agit de savoir comment et par qui ils seront appliqués.

Supposons — ce n'est qu'une supposition — que la quarantaine soit reconnue comme un moyen efficace d'empêcher l'importation et la propagation de la fièvre jaune, à quelle autorité le droit d'établir, de maintenir ou de lever une quarantaine sera-t-il accordé?

Faudra-t-il restreindre ce droit qui est d'une nature tout exceptionnel et exorbitant, à l'autorité centrale, c'est-à-dire au gouvernement fédéral? ou faut-il le laisser aux gouverneurs d'Etat, à qui il appartient actuellement? Enfin, faut-il l'étendre aux autorités de comtés ou de paroisses ou aux autorités municipales des villes, bourgs et villages?

En fait, dans le cours de la présente épidémie, il y a eu une ramification indéfinie du système quarantenaire. Non-seulement les paroisses et les comtés, *mais* des fractions de paroisses et de comtés *et jusqu'aux* plus petits villages ou hameaux se sont attribué le pouvoir de se mettre en quarantaine à l'encontre du reste de l'univers, d'interdire l'accès de leurs localités même aux gens venant de pays non infectés, même à leurs propres habitants revenant du Nord ou de l'Europe, d'arrêter la circulation des trains et d'interrompre non-seulement les communications personnelles et les échanges commerciaux mais encore les services de la poste *et* des autres branches du gouvernement.

La terreur causée par le fléau était telle que les populations se raisonnaient plus et qu'elles étaient prêtes à repousser à coups de fusil tous ceux qui auraient voulu tenter d'enfreindre ces quarantaines arbitraires qui, hélas! n'ont guère sauvé ceux qu'elles avaient pour objet de soustraire au fléau.

Nul homme de sens ne soutiendra qu'il faille accorder une sanction légale au système qui a prévalu pendant la dernière épidémie, car ce serait diriger en loi l'anarchie.

Quels que soient les moyens de protection auxquels on s'arrête, il faut en centraliser l'application et le contrôle entre les mains sorti du gouvernement d'Etat, soit du gouvernement fédéral. C'est une grave question de savoir auquel de ces deux gouvernements doit être reservé le droit d'établir des quarantaines; il y a des arguments pour et contre, *et* nous nous proposons d'examiner et de discuter séparément ce côté du problème.

Revenons, maintenant, aux moyens mêmes de protection.

Toutes les libertés sont en jeu, qu'on le remarque bien, dans cette affaire: liberté du domicile, liberté individuelle, liberté du commerce et de la navigation.

Pour que l'autorité médicale en prononçât en faveur de la suspension de toutes ces libertés et pour que l'autorité gouvernementale proclamât et imposât cette suspension, il faut qu'il soit clairement démontré qu'elle est nécessaire et indispensable en point des existences.

Il s'agit là d'une *sorte de* loi martiale sanitaire. Or, l'existence du danger ne suffit pas pour autoriser à conséquer même provisoirement les libertés, il faut que cette confiscation soit absolument indispensable pour mettre les populations ou une partie notable des populations à l'abri de ce danger. Les intérêts et les convenances doivent céder alors devant la grande loi de l'humanité.

Les populations se montreront donc, comme elles l'ont fait dans le passé, aux jours d'accès causés par l'usage des désinfectants et aux portes et embarras plus sérieux occasionnés par les quarantaines, à la condition qu'il aura prouvé que ces inconvénients, ces portes et ces embarras offrent comme compensation l'avantage de sauver des existences et de protéger des voisins contre la visite du fléau.

Il règne actuellement des doutes fort sérieux sur la possibilité de faire cette démonstration d'une manière convaincante.

Quand on sait qu'à la Nouvelle-Orléans et les communications étaient journalières et fréquentes entre le centre de la ville et la troisième district, les faubourgs et Carrollton, le fléau a sévi presque plus de deux mois en certains avant de frapper les extrémités, il est bien permis d'avoir des doutes sur l'efficacité des quarantaines.

Mais il convient d'attendre avant de se prononcer définitivement, le rapport de la commission nationale, celui du Bureau de Santé, les observations des membres mêmes qui ont été à même d'étudier à nouveau le fléau et le résultat de toutes les recherches et de toutes les études propres à éclaircir d'un nouveau jour les différentes questions de la cause de la maladie, de son origine dans l'épidémie actuelle, de sa marche et de son développement et surtout de ses moyens de propagation.

Un des nombreux mystères qu'il serait important de dévoiler est celui-ci: pourquoi la fièvre jaune est-elle devenue épidémique et s'est-elle étendue jusqu'à Cuba *cette année*, tandis qu'en 1875, 1870 et bien d'autres années, elle s'est contentée de faire à la Nouvelle-Orléans quelques centaines de victimes, bien qu'il n'y ait pas eu de quarantaines locales et que les communications n'aient pas été interrompues entre la Nouvelle-Orléans et tous les points atteints cette année.

Avant de consentir à être entièrement fermés pendant cinq ou six mois de l'année et privés de tout commerce avec l'extérieur, la population de la Nouvelle-Orléans a besoin d'être éclairée sur toutes les questions posées plus haut.

Si l'épidémie ne doit venir que tous les dix ans, que les navrants nous fassent savoir à quels signes on pourra reconnaître ce venue et alors nous consentirons à nous claquemurer ou à déserter pendant cette année en laissant absolument farmées les portes du Mississippi.

De la lumière et des preuves, voilà ce que tout le monde demande, ou bien encore un bon traitement qui permette aux médecins de combattre la fièvre jaune comme toute autre maladie, ce qui mettrait fin à l'épouvante, autoriserait à laisser les portes ouvertes et donnerait aux populations destinées à vivre dans le Sud la possibilité de s'acclimater sans redouter le fléau.

LES RECETTES DU REVENU INTERNE.—Suivant la correspondance de Washington du *New York Graphic*, le rapport annuel du commissaire du Revenu de l'Intérieur sera bientôt prêt pour l'impression. Il montre que la collection a été de 111,089,319 pendant l'année fiscale finissant le 30 juin 1878, ce qui est une diminution de 8,367,231 sur les recettes de l'année précédente. Les recettes provinrent des ressources suivantes :

	1877.	1878.
Esprits	$57,469,420	$50,420,593
Tabac	41,106,547	40,944,529
Liqueurs fermentées	9,480,788	9,937,052
Banques et banquiers	3,822,728	3,402,081
Timbres, amendes, &c	7,106,689	7,153,201
Totaux	$118,895,184	$111,089,319

On remarquera que la diminution se trouve presque entièrement dans les recettes sur les spiritueux distillés et le tabac; la perte étant de sept huitièmes sur les spiritueux et d'un huitième sur le tabac. Cela est dû presque entièrement à la législative faite par le Congrès l'hiver dernier de réduire la taxe sur le whiskey et le tabac. Pendant cette agitation la fabrication a grandement diminué et la conséquence en a été une perte de près de huit millions pour le gouvernement. Le tableau suivant fera paraître la chose plus claire, et l'on remarquera qu'en janvier, lorsque la réduction de la taxe fut proposée, les recettes qui s'étaient soutenues avec régularité, commencèrent d'environ deux millions; en février de $1,500,000; en mars de près de deux millions; en avril d'un million, et ainsi de suite jusqu'à l'ajournement du Congrès :

	1877	1878.
Janvier	$10,227,720	$ 6,287,434
Février	8,527,760	7,114,077
Mars	9,251,480	7,272,211
Avril	9,279,311	8,240,193
Mai	13,883,512	12,393,794
Juin	9,972,422	8,621,599
Juillet	9,856,606	9,172,573
Août	9,619,085	9,937,953
Septembre	9,627,756	9,854,545
Octobre	19,242,905	20,107,361
Novembre	9,073,491	9,140,764
Décembre	9,511,157	9,068,749
Total	$118,995,184	$111,089,319

Avec un calcul facile à faire, on verra que la diminution moyenne par mois a été de $868,796 pendant les neuf mois de la session du Congrès.

NÉCROLOGIE.—La mort dit, le Courrier des Etats-Unis, vient de frapper soudainement un des anciens résidents de New-York les plus honorablement connus de la population française de cette. M. Jacques Guédin, de la maison Veuve Magnin, Guédin et Cie, était avant-hier dans le bureau de M. John Snook, au No 12 Chambers street, parlant du prochain transfert de son magasin à Union Square, lorsque tout à coup, sans avoir donné aucun signe de maladie, il a pâli, s'est renversé sur son siége, et a perdu le sentiment. Il était mort avant qu'on eût pu appeler un médecin. Il a été transporté à sa résidence, No 210 Est 15e rue, où l'examen médical a révélé qu'il avait succombé à une affection du cœur dont aucun symptôme ne s'était manifesté auparavant.

M. Guédin était né à Neuchâtel en Suisse, en 1813. Il était beau-frère de M. Laurent Delmonico. Venu à New York en 1831, il était entré comme associé dans la maison d'horlogerie de John Magnin & Cie. A la mort de M. Magnin, la maison avait pris le nom de Veuve Magnin, J. Guédin et Cie, qu'elle a conservé jusqu'à présent. La mort inattendue de M. Guédin a jeté la consternation dans sa famille et parmi un cercle nombreux d'amis, qui l'entouraient de la plus sincère affection.

LE SYSTÈME TRUDELLE.—Nous lisons dans le *Courrier du Havre* du 30 octobre :

Nous avons déjà parlé de l'ingénieux système inventé par le capitaine Trudelle pour entrer, par la nuit ou la brume, dans la baie de New-York. Une lettre insérée au *New York Maritime Register*, et signée : *A Transatlantic Steamship Master*, présente des objections à la méthode proposée par le capitaine Trudelle, et fait reposer principalement l'espoir de bon opérations d'une prochaine mise en pratique pour être pratiquées. *Le Steamship Master* termine sa lettre par quelques plaisanteries sur les *steamship gentlemen*.

Le capitaine Trudelle a répondu en offrant au *Steamship Master* d'appliquer sa méthode DEVANT LUI, au premier voyage qu'il fera sur New York, et de conduire, au bateau-feu Sandy Hook, un vapeur dont on lui remettra la direction, entre 40 degrés 10 minutes et 40 degrés 40 minutes de latitude, et par une longitude quelconque qu'il ne connaîtra pas. Le capitaine Trudelle *pourra enfermé* dans sa cabine, *sans carte, sans livre*, etc., jusqu'au moment où il déclarera que le navire est en vue et près du bateau-feu de Sandy Hook. Il sera à bord en ce deux de ses officiers pour consulter les routes et les sondes, *et arrêter la cardinale* que l'on exécute bien les instructions qu'il donnera. Toute communication entre le capitaine et ces officiers aura lieu *par écrit* et sera communiquée à la partie adverse, afin que le capitaine Trudelle ne reçoive pas de renseignements sur la position du navire. Les frais de location du vapeur, de dépenses de charbon, de vivres, etc., seront à la charge du pendant.

—Nous trouvons dans le *Mayenne*, de Gênes, la curieuse aventure suivante :

Dernièrement, une exécution devait avoir lieu à Perugia; les bois de justice furent commandés chez un charpentier, qui refusa, en disant :

—Je ne fais pas de gibet, car le dernier que j'ai établi n'a pas encore été payé.

Malgré les injonctions réitérées, le charpentier tint bon et le juge désigné pour l'exécution, si le condamné fut pendu, il n'en fut pas de même du gibet.

Furieux du gouverneur qui fait venir le charpentier et lui dit d'un ton menaçant :

—Dans huit qui sera me désobéir lorsque je te fais commander un gibet.

Le charpentier interrogé et pardessus tout son sang-froid, lui répliqua :

—Pardon, Excellence, mais si j'avais eu que le gibet serait pour vous, je me serais empressé de le faire, même sans être payé; mais je croyais qu'il était destiné à quelque malheureux.

—Un nommé Jolt mot d'un empereur, fabricant de n'avoir pas été dépêché :

—Ainsi, lui disait un de ses amis, tu n'as pas eu la cruauté!

—Non, répondit-il avec franchise; mais je puis encore l'avoir.

—Comment cela?

—Il n'y a qu'un an à me cinq dans la Lorraine!

LA VÉRITÉ SUR M. GAMBETTA.

Dans ces derniers temps, les journaux réactionnaires ont donné bien des informations contradictoires sur l'origine de la famille de M. Gambetta, sur sa nationalité, sur les premières années du chef de la gauche. Voici des renseignements puisés aux sources les plus certaines qui détruiront bien des légendes et établiront la vérité sur ces points obscurs de la biographie de M. Gambetta.

A la fin des guerres de l'empire, trois familles italiennes vinrent s'établir à Cahors, parmi lesquelles la famille des Gambetta.

Elle était originaire de Celle, petite localité, sise sur le chemin de la Corniche, entre Gênes et Savone.

LE GRAND-PÈRE.

Vers l'an 1818, Baptiste Gambetta, grand-père du député de la Seine, arriva à Cahors où il ouvrit, vis-à-vis de la cathédrale, un commerce de faïences, pâtes, huiles, fruits confits et autres objets de provisions méridionale. Trois enfants encore jeunes l'accompagnaient : Michel, Paul et Joseph Gambetta, père de Léon. Au bout d'un certain temps, le grand-père Baptiste regagna l'Italie, où son fils Paul se rendait de temps à autre et où il avait conservé un établissement. Michel et Joseph restèrent à Cahors, associés pour le commerce de leur père dans un magasin de la rue du Lycée, maison Galdemard. Plus tard, ils se séparèrent et Joseph ayant épousé Mlle Orazie Massabie, fille du pharmacien de ce nom, se fixa avec elle sur la place de la cathédrale —maison Bessibrun— où ils ouvrirent le grand magasin d'épicerie qui porte encore le nom de Bazar génois. De ce mariage naquit le 2 avril 1838, Léon Gambetta.

LE PÈRE

M. Joseph Gambetta ne s'est jamais inquiété de se faire naturaliser français. Mais son fils Léon après avoir atteint sa majorité, fit, le 23 septembre 1859 devant M. Bessibres, maire de Cahors, la déclaration prescrite par l'article 9 du code civil qui lui assurait la naturalisation et la qualité de français.

TIRAGE AU SORT

Considéré comme étranger, il ne fut pas porté sur la liste du tirage au sort de 1859; mais il le subit l'année suivante et est inscrit sous le No. 6 sur la liste de 1860.

M. Gambetta a une sœur Mlle Benedetta Gambetta, mariée à un de ses compatriotes qui est aujourd'hui percepteur de la ville de Rouen.

PREMIÈRES ÉTUDES.

M. Léon Gambetta a fait ses premières études dans un établissement ecclésiastique de Cahors, connu sous le nom de Petits Carmes. Ces établissements qui ne donnait alors que l'enseignement primaire, était dirigé par les pères Picpuciens. Gambetta y eut pour instituteur le R. P. Taffier, une des victimes de la Commune de Paris.

PETIT SÉMINAIRE ET LYCÉE.

A huit ans, sa famille l'envoya au petit séminaire de Montfaucon, où il n'a pas fait un seconde, comme l'ont dit bien des journaux, car, dès la cinquième, il entrait au lycée de Cahors, où il se signalait à son arrivée par sa vive mémoire, an facilité d'assimilation, l'excellence de son caractère. Il eut, entre autres professeurs, M. Kirsch, qui naguère dirigeait l'école normale supérieure de Cluny, M. Anselme, qui professe encore l'histoire dans un des lycées de Paris, et M. Legrall, actuellement professeur au lycée de Marseille, qui l'initia à l'étude des mathématiques. Chaque année, son nom retentissait parmi les lauréats de la distribution des prix, et, en 1856, année où il fut reçu bachelier, il obtenait au concours académique entre les cinq lycées de l'académie de Toulouse, le premier accessit de dissertation française.

L'ÉCOLE DE DROIT.

C'est en 1857 que M. Gambetta alla faire son Droit à Paris.

A l'école de Droit, il put se faire distinguer, et s'il passa ses soirées au café Procope, il ne négligea pas l'étude. Une fois licencié, il fut admis par ses collègues de l'école comme secrétaire de la conférence Malesherbes, et, dans le cabinet de M. Crémieux, sut se faire, à côté de Laurier, une place parmi les avocats d'avenir. On sait le reste, à partir du jour où Marseille, en 1869, l'appela à succéder à Berryer sur les bancs du Corps législatif.

PERTE DE L'ŒIL.

Il est un point de sa biographie sur lequel on a conté les histoires les plus invraisemblables, c'est l'accident qui lui a enlevé l'usage d'un œil. Ce n'est pas, comme on l'a dit, en coup de tête de l'enfant qui a amené ce fatal *événement*; mais un accident des plus vulgaires arrivé chez un voisin, le coutelier Galtier, a causé ce malheur.

Gambetta, pendant toute son enfance, a gardé son œil blanchâtre, prématurément énorme. Ce n'est qu'en 1866 qu'il s'est décidé à se faire faire, à Paris, une opération douloureuse qui a transformé complétement sa physionomie.

SA PARENTÉ.

On a aussi parlé de nombreux membres de la famille Gambetta voués à l'état ecclésiastique. Le seul parent du député de Paris qui soit dans les ordres est un cousin du côté maternel. M. Massabie, curé archiprêtre de Saint Sauveur à Figeac (Lot.) On sait que la famille de M. Gambetta a quitté Le Quercy depuis 1869, et qu'elle habite à Nice une modeste maison de campagne non loin de la mer, sur la route de Villefranche.

—La solennité maçonnique, tenue, hier, à Paris, par le Suprême conseil, pour la France et ses dépendances (rite écossais), avait attiré, dès midi, ayant que les portes ne fussent ouvertes, une foule considérable.

A une heure et quart, la grande salle des fêtes du Trocadéro était littéralement comble de toutes parts.

Les personnes étrangères aux obédiences de l'ordre examinaient avec curiosité les insignes divers, blancs, bleus, rouges et noirs, les uns simples, les autres chamarrés d'or et revêtus de crachats, les uns portés en camail, les autres en scautoir, par les frères et les maîtres

"L'ordre est divisé, dit le *Temps*, en trente-trois *degrés*; les membres des trois premiers (*apprentis*) ne portent pas d'insignes.

"Dans la foule qui se pressait dans la salle figuraient beaucoup d'anglais et d'étrangers; ce n'est pas exagérer que de dire que le public se composait d'un bon tiers de dames; on a remarqué dans les loges, comme au parquet, des toilettes recherchées."

M. Ordinaire, le grand-maître de l'ordre, était arrivé de fort bonne heure, quoique tout souffrant. M. Emmanuel Arago l'a suivi de près.

A son entrée dans la salle, M. Crémieux a été salué par une triple salve d'applaudissements. La solennité a été immédiatement ouverte par l'exécution de la *Marche nuptiale* de Mendelssohn, par deux morceaux d'orgue, par un hymne autrichien et par un air de *Rienzi*.

Le grand-maître, M. Crémieux, a prononcé ensuite un discours, un pièce une improvisation, qui a été très chaleureusement accueillie.

A la suite de ce discours, Mlle Rousel a récité la poésie de Victor Hugo : *Pour les Pauvres*.

Puis ont été exécutés divers airs nationaux : la *Légende d'Hiram* et le *Korsk*, par Mlle Irma Marié.

M. E. Arago a prononcé ensuite un discours plein de cœur, qui a vivement touché le nombreux auditoire.

M. F. Montagu, membre du Suprême Conseil d'Angleterre, a répondu à ce discours, au nom du Grand-maçon britannique, pour remercier la France.

Plusieurs autres allocutions ont été prononcées, puis la séance a été suivie un banquet, présidé par M. Normand.

Après diverses morceaux, l'orchestre a exécuté la *Marseillaise*, au milieu de l'enthousiasme général.

L'ouverture était conduite par Ch. de Civry; l'orgue tenu par J. Beaux.

La salle contenait près de 4,000 personnes.

Hier soir, un grand banquet maçonnique a été donné à l'Hôtel Continental.

—On s'entretenait, dimanche à Epsom, des nombreux décrochages de voitures qui se sont produits dimanche, 27 octobre, au point de la rue Godefroy et au Champ-de-Mars. Ce nombre s'est élevé au chiffre de 269,012!

Ordres pour charbon remplis avec célérité par *Ely J. Montagut*, 6 rue Carondelet.

ACCIDENT DE TUYAU DE GAZ.—M. E. Gauthier, arrivé, hier matin, de l'habitation Reggio, à 24 milles au-dessous de la ville, par le steamer *Isabel*, nous a rapporté que mercredi à midi le tuyau de gaz de la succrie de cette plantation, a éclaté et a tué deux nègres. M. Gauthier a été blessé à la tête mais légèrement. La succrie a éprouvé des dommages peu sérieux et les réparations ne seront pas fort onéreuses.

CHRONIQUE DE LA VILLE.

Nouvelle-Orléans, 15 novembre. —Temps couvert avec de fréquentes averses, vents variables, surtout du nord-est et du sud-est, pression atmosphérique stationnaire ou plus basse.

Température du 14 Novembre 1878.

Thermomètre de C. Dugamel,	Opticien.
Fahrenheit.	Centigrade
6 h. du matin..... 52	11
Midi..... 65	18
3 P. M..... 65	18
6 P. M..... 64	17

Académie de Musique.—Une foule immense assistait hier à la soirée d'ouverture de ce théâtre qui sera en la gloire de faire succéder et populariser la gaîté à la tristesse. Il était temps, et ce qui le prouve c'est l'empressement avec lequel le public s'est porté à la représentation d'Hermann, le grand escamoteur. On a ri beaucoup; on a été émerveillé, et le succès a été complet. Mais qu'on se hâte, si l'on veut voir ces tours extraordinaires!

Hermann n'est pas ici pour longtemps, et il nous quittera avant d'avoir satisfait la curiosité publique; car il paraît que, cet, obligé de faire place à la troupe "Evangeline" qui a fâte elle-même de renouveler connaissance avec ses amis de l'Académie de Musique. En attendant, ce théâtre débute à merveille.

Décès inscrits, dans les dernières vingt-quatre heures, sur les registres du bureau de santé :

Veuve Catherine Thompson, 85 ans, paralysie générale.

D. Michel, 4 ans, fièvre jaune.

George W. Morris, 20 ans, fièvre jaune.

N. Dutrey, 43 ans, fièvre cérébrale.

Henry B. Sarrasin, 30 ans, maladie du cœur.

Félix Permasano, 51 ans, marasme.

Tenor Ellis, couleur, consomption.

Clarence L. Brown, 24 ans, fièvre jaune.

Pasqua Sacco, 30 ans, fièvre jaune.

A. F. Michel, 1 mois, choléra infantum.

Henry Metzger, 55 ans, cancre—double pneumonie.

Mme Trosclair, 81 ans, fièvre intermittente.

Marie E. Novel, Sœur de Ste-Anastasie, 49 ans, diarrhée chronique.

A. B. Pratini, 11 ans, fièvre pernicieuse.

Joséphine Bacerb, 3 ans, fièvre.

Andrew C. DeLeon, 2 ans, fièvre.

La loi qui régit les élections.—La validité de la dernière élection—en tant, du moins, qu'il s'agit de la paroisse d'Orléans—est basée sur les articles 28 et 29 ci-dessus, nous rappellerons aux parties intéressées que la loi qui nous régit strictement exige, du candidat qui s'oppose à l'entrée en fonctions d'un shérif, d'un coroner ou d'un greffier de cour, la présentation, par écrit, à la partie, d'un avis contenant les motifs de cet avis qui suivront celui ou l'élection aura lieu, et la présentation, à une cour de district, d'un mémoire exposant les faits sur lesquels la contestation est basée.

Ces conditions ont été remplies, et ce mémoire a été présenté, dans le délai voulu par la loi, à la cour de district.

Les nouveaux fonctionnaires n'ont pas besoin des commissions du gouverneur, la clause 40 de la loi s'appliquant seulement à ceux qui sont tenus d'en être munis.

M. Emile D. Levy.—Nous avons été heureux de serrer la main, hier soir, à M. Emile D. Levy, qui est en bonne santé. Il n'en pas d'inquiéter à son sujet, qu'il n'a nullement eu à souffrir de la fièvre jaune, ayant toujours habité l'intérieur de la ville.

Le dose de chloroforme qu'il avait prise pour calmer une douleur, était très forte, et le sommeil léthargique qui s'en est suivi a pu faire croire à quelques personnes qu'il avait voulu mettre fin à ses jours.

Mixe.—Une rixe a eu lieu, hier, à deux heures et demie de l'après-midi, au coin de M. Hagner, rue de la Douane, entre le Passage de la Bourse et la rue Royale, entre W. J. Dunn, John Rogers et François Fromm, *politiciens* du quelque sorte.

Il y a eu échange de coups de pistolet. Fromm a été atteint d'une balle à la cuisse gauche, la blessure n'est pas grave; il a regagné en voiture de place à la sienne; Rogers a été légèrement blessé à la tête.

L'officier Mc Donald les a tous arrêtés; il les accuse d'avoir déchargé des armes dans les rues, de s'être battus et d'avoir troublé la paix. Ils ont été relaxés sous parole et comparaîtront, ce matin, devant le juge Miltenberger.

Accidents.—Un enfant de quatorze mois a été écrasé, accidentellement, hier après midi, sous un matelas, dans la maison No 843 de la rue des Magasins.

Henry Grant, employé, en qualité de gardien, par la compagnie Southern transfert, a été tué, dimanche dernier, à bord de la rue Godefroy, à Bonnet Carré. Le membre d'est élevé au chiffre de 269,012!

Ordres pour charbon remplis avec célérité par *Ely J. Montagut*, 6 rue Carondelet.

Chien enragé.—L'officier Morton a tué, hier après-midi, au coin des rues Howard et Jackson, un chien enragé qui avait mordu une petite fille.

Paragraphes.—Les commissaires du second district se réuniront, le 21 du courant, au Philharmonic Hall d'Algers.

—On semble croire que des mesures trop hâtives ne tarderont pas à regretter de n'avoir pas suivi les conseils salutaires.

—La société Peabody a distribué tous les vêtements qui lui ont été envoyés.

—Bien des étoiles ont pâli depuis une quinzaine de jours.

—M. Marix, percepteur du revenu intérieur fédéral, a malheureusement trouvé les timbres dont le commerce s'honore.

—Les candidats prendront, nécessairement, des habitudes de cœur.

—L'ouverture du théâtre des Variétés n'aura peut-être pas lieu avant le mois prochain.

—La suite de l'enquête du Zaïre qui se rattachent au meurtre de Joseph Riley est renvoyée au 15 du courant.

—Notre maître de poste est informé que le bureau de santé de Galveston ne considérera pas, avant le 19 de ce mois, la question de la levée de la quarantaine.

—Les nez rouges n'ont rien perdu de leur splendeur.

—Les fauteuils du théâtre de Charles tapageront les bras au public dimanche prochain.

—Les malheureux piétons qui glissent et tombent sur les trottoirs déplorent le bon marché des oranges.

—M. Mauberret, sentinelle avancée de l'Académie de Musique, était, hier soir, à son poste. *Gloire to ser pos.*

—On dit que M. Alexander Brewster sera le prochain chef de la police.

—Beaucoup d'électeurs qui ont étudié la loi, sont d'opinion que les nouveaux administrateurs ne pourront pas entrer en fonctions avant qu'ils aient reçu leurs commissions du gouverneur; d'autre part, on assure qu'ils réclameront les places lundi prochain, et que les titulaires occupés sont prêts à s'en retirer.

—Les preuves de fraudes, à l'élection qui a eu lieu, récemment, à la Nlle Orléans, dit l'*Iles*, dans son numéro d'hier soir, ont étonné, par leurs variétés et leur énormité, ceux qui ont entrepris de les découvrir. Notre communauté se doit à elle-même de sonder, dans toute sa profondeur, le plaie qui ronge le corps politique, de scruter la lumière, de châtier sévèrement les hommes qui, par la plus coupable violation de la confiance publique, ont trahi les plus chers intérêts de la cité. Les citoyens respectables ne sauraient permettre que les emplois deviennent la récompense d'une trinité aussi infâme que celle du parjure, du faux et de la fraude; il faut qu'ils punissent le crime commis envers la société.

—C'est aujourd'hui surtout qu'il ne faut pas s'irriter : voici le moment de nous montrer—cachons-nous.

—Mr Isaacson, le nouvel administrateur des finances, Mr Chevallay, le nouvel administrateur des travaux publics, cet remplit, hier, les formalités voulues, devant le juge Tissot. MM. A. Baldwin et James Edwards ont signé le cautionnement du premier; MM. E. H. McCaleb, J. D. Hill et Jacob Greenwood, celui du second.

—Le hangar d'un café de la rue Tchoupitoulas, près Erato, menace ruine.

—Mr E. Wood Perry, commissaire spécial de la Louisiane à l'Exposition de Paris, est de retour dans notre ville. Il parle avec enthousiasme de la France qui, dit-il, occupait le premier rang sous le rapport du nombre et de la qualité des articles; l'Angleterre occupait la seconde place et les Etats-Unis la troisième, mais les américains étaient à la tête de toutes les fausses pour les articles utiles.

—Les fonctionnaires de la douane attendent impatiemment Mr. Albert Lazard, avocat du district des Etats-Unis.

—Les discussions et les propositions vont recommencer au sein historique.

—Il n'est pas impossible que de prochaines révélations éloignent, une fois de plus, combien nous grandissons certaines turpitudes auxquelles est n'est accoutumé à donner le nom de fraudes.

—Les artistes en cheveux ne peuvent pas encore paresser sur la durée de la mode du *short hair*; ils comptent beaucoup, pour se former une opinion, sur l'attitude des hommes jeunes en semblables mèches.

—La direction de la douane en octen a réélu le colonel T. O. Sully surintendant, chef de police, et M. Hoim Fisher inspecteur en chef de la Levée.

—M. Nicolas Bodard, français, âgé de soixante-cinq ans, a été trouvé mort, hier matin, à sa résidence, rue Cohn, près Adams, Carrollton.

—John Turner, que Wm Spaulding accuse d'avoir, par méchanceté, changé quelqu'un, n'ayant pu fournir un cautionnement de cinq mille piastres pour répondre de sa comparution devant la cour criminelle supérieure, a été écroué par ordre du recorder Smith.

—Il arrive plus de cent absents, journellement, par les chemins de fer de Jackson et de Mobile.

—La pétition de la société des citoyens consacrée aux pourvois, est, ce matin, à la sixième page de notre journal. Nous publierons la traduction dans le numéro de demain. On assurait, hier soir, que les contestants ont des preuves écrasantes.

—Le magnifique tableau de la bataille du 8 janvier 1814-15—tableau que nous devons à la générosité du banquier Corcoran, de Washington, — est de 8 pieds sur 16; le gouverneur ne sait pas encore où il le fera placer.

—La caisse fédérale n'est pas vide. M. Wharton, marshal, n'a pas attendu que les commissaires qui représentaient les Etats-Unis à la dernière élection viennent demander leurs salaires : il les a priés de passer à son bureau pour y toucher les greenbacks auxquels ils ont droit.

—*La Savoyte* et l'*Emblématique*, steamers qui appartiennent à la ligne que le maréchal Mahl & Cie. vient d'établir entre la Nouvelle-Orléans et le Havre, partiront d'ici vers le 15 décembre.

—Le colonel Landry, préposé à l'inscription des électeurs, a été assailli, hier, de compagnie, ce matin, devant Mr. Lane, commissaire des Etats-Unis, et de procéder, devant ce magistrat, tous les livres d'enregistrement du troisième ward. Le tyrsis avait que M. Lobo Reebe, commissaire spécial, assisterait en témoignage, et indiquera les noms qui ne devraient pas figurer sur les livres, ainsi que ceux des citoyens qui ont été privés du droit de vote.

—Le nombre de cas de fièvre jaune déclaré, jusqu'à présent, au bureau de santé, est de vingt sept.

—*Le théâtre à l'anglaise.*—Nous empruntons le détail à la *Petit Mall Gazette* :

Un théâtre, que nous pourrions nommer, a déjà commandé une pièce à grand spectacle sur la guerre de l'Afghanistan, qui n'est pas encore déclarée. Des décors entre brumés; Pittrique dramatique : prisonnier en danger, jeune soldat sympathique, traître oriental, femmes persécutées et sauvées, tout est déjà prêt. On n'a plus qu'à y couler les faits d'armes qui se produiront.

—Le cocher de fiacre, Léon Miller, en ouvrant sa voiture, hier matin, à Paris, ne fut pas médiocrement surpris d'y trouver, sur une banquette, un porte-monnaie, contenant quelques pièces d'or, ainsi que des titres d'un héritage d'*un million et demi*.

Léon Miller a immédiat porté titres et argent à M. Dambez, commissaire de police de son quartier.

Nous constatons qu'on oublie, dans son voiture, son propriétaire ou son mandataire; mais n'encouragent, la *District* de Regnard, lui même, n'était rien à côté de l'heureux mortel qui, apprenant qu'il héritait d'un million et demi, en laisse négligemment les titres dans un fiacre.

LA RÉCOLTE DES OLIVES.—On écrit de Bari, le 25, que la récolte des olives est déjà faite, en grande partie. Elle est si abondante, que les négociants disent qu'on n'en a jamais eu de semblable pour la qualité pesé bien que pour la quantité.

Les olives mises en vente sur le marché pour l'usage domestique sont d'une grosseur extraordinaire et d'une qualité supérieure.

Tout fait n'est piquée par les vers, ni gâtée.

A la nouvelle du lâche attentat dont S. M. le roi Alphonse XII a failli être victime, la reine Isabelle, qui est encore à son château de Fontenay-Trésigny, a envoyé immédiatement à son fils le télégramme suivant :

Sa Majesté la reine Isabelle II à Sa Majesté le roi Alphonse XII.

Fils bien aimé, au moment de recevoir ton télégramme, que je croyais un souvenir anticipé, j'allais répondre, pleine de satisfaction, je reçois la dépêche de l'ambassade, qui me fait connaître le lâche attentat dont tu as été l'objet, et dont Dieu et la Vierge t'ont protégé.

C'est ainsi qu'ils ont commencé avec moi, quand, faible femme, je ne pouvais faire de que tu dois faire pour le trône, le pays et les institutions.

Je remercie le bon Dieu mille fois, cher fils, et crois bien qu'à toute heure, ta mère pense à toi. Je t'embrasse de tout mon cœur!

DUMAS ET MGR. DUPANLOUP.—" On a causé, dit le correspondant, des rapports de l'évêque d'Orléans avec Dumas fils, mais, si je ne me trompe, pas de gens ont été l'exacte vérité là-dessus. Il y a quelques années, Mgr Dupanloup, partant pour Rome, eut l'idée de profiter de son voyage pour préparer un pamphlet contre le théâtre contemporain. Il envoya chez Michel Lévy acheter toutes les brochures de Dumas.

"Il les parcourut en chemin de fer, dictant des notes à son secrétaire, et déchirant chaque brochure à mesure qu'il en avait fait les extraits nécessaires. Il en serait sans doute résulté quelque violente diatribe, dans le genre de celles qui étaient familières à la plume de Mgr d'Orléans. Mais, par bonheur ou par malheur, opéras et vaudevilles, Michel Lévy l'a servir à Dumas que Mgr Dupanloup avait achetés toutes ces pièces.

"Dumas, q